

Dumont, René et Mottin, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique latine : Mexique, Colombie, Brésil*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1981, 288 p.

Jean-Marie Loncol

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701445ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701445ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Loncol, J.-M. (1982). Compte rendu de [Dumont, René et Mottin, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique latine : Mexique, Colombie, Brésil*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1981, 288 p.] *Études internationales*, 13(4), 767-769. <https://doi.org/10.7202/701445ar>

pects de production et d'abandonner à leur sort les agriculteurs les plus pauvres, le « projet tanzanien » met radicalement en question une certaine notion occidentale de progrès (*Le Monde Diplomatique*, *ibid.*)

Le problème fondamental est de savoir si le développement passe nécessairement par un tel modèle. Le livre n'offre évidemment pas de réponse. Ce n'était pas son objet.

L'ensemble de ces observations révèlent l'intérêt du livre. Aussi la présente note ne prétend aucunement en avoir épuisé le contenu, bien au contraire. Il s'agit d'une invitation à sa lecture qui, seule permettra d'en découvrir toute la richesse. Il intéressera, sans aucun doute, les hommes d'action en Afrique, soucieux de trouver une voie susceptible d'amener les populations rurales africaines à prendre en main leur devenir socio-économique.

Comme témoignage, il constitue aussi un cri d'alarme adressé aux hommes politiques africains : devant les problèmes aigus de l'approvisionnement des centres urbains en denrées alimentaires et face à une population rurale souvent vouée au chômage déguisé, il devient urgent de concevoir des politiques appropriées qui, d'une part, placent ces populations au centre même du processus de développement et privilégient, d'autre part, l'auto-suffisance alimentaire, comme source première de l'autonomie. C'est la seule voie alternative valable pour surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin du mieux-être collectif.

Pour les chercheurs, ce livre contient aussi une mine d'informations objectives sur cet effort collectif comme tentative originale d'un projet de société, jusqu'ici objet de controverses plutôt d'école. Il est à même de susciter un débat sur les stratégies à mettre en oeuvre pour que les populations s'impliquent dans le processus de l'auto-développement. C'est à ce prix que peut mûrir une réflexion, puisée et alimentée dans la pratique quotidienne, susceptible de dépasser les modèles classiques de développement pour concevoir et susciter des voies alternatives spécifiques

correspondant au contexte socio-culturel et aux besoins des populations.

Muhima SEBISOGO

Département de sociologie  
Université Laval

## AMÉRIQUE LATINE

DUMONT, René et MOTTIN, Marie-France, *Le mal-développement en Amérique latine : Mexique, Colombie, Brésil*. Paris, Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », 1981, 288 p.

Qui a déjà parcouru Dumont sait bien à quoi s'attendre ici. Agronome de la faim ou défenseur du tiers-monde, comme il aime à se définir, René Dumont poursuit inlassablement à l'âge de 78 ans sa fougueuse croisade en faveur des opprimés de la terre. Europe et Asie rouges. Extrême-Orient, Afrique du Nord et Afrique noire, secteurs même de la campagne française, fournissent matière à ses vibrants plaidoyers depuis des décennies. Avec Marie-France Mottin, il signe maintenant sa critique de diverses aberrations rencontrées en Amérique espagnole et portugaise. Notons, au point de départ, que les trois nations choisies paraissent en progrès pour le moment. Le Mexique n'a-t-il pas connu sa grande Révolution, la première véritable au XX<sup>e</sup> siècle en cette partie du monde ? Le gouvernement de Bogota ne levait-il pas, le 20 juin 1982, l'état de siège qui régnait en Colombie depuis 34 ans de façon presque ininterrompue ? Les militaires de l'immense Brésil, pour leur part, n'ont-ils pas amorcé un retour à la démocratie après le miracle économique des années 70 ? Chimère et propagande pour l'étranger que tout cela, estiment les auteurs.

« Révolution paysanne trahie. Industrialisation pour privilégiés. Chômage, misère et malnutrition des villages aux bidonvilles », sous-titre sur le Mexique la première partie du petit livre (p. 13). C'est par sa capitale que nous abordons la Nouvelle-Espagne d'aujourd'hui. Si Tenochtitlán paraît avoir été la plus

grande ville du monde à l'arrivée des Espagnols, avec son demi-million d'habitants peut-être, la mégapole qui la remplace comptait en 1980 de 13 à 17 millions d'âmes et devrait en atteindre, au rythme de sa croissance actuelle, près de 35 millions en l'an 2000. L'immensité de pareille concentration préfigure-t-elle notre fin à tous, urbanisés à outrance qu'étouffera la démesure d'agglomérations devenues incontrôlables? Dans le cas présent, annonce le texte, « Mexico sera sûrement la mort du Mexique » (p. 23). La richesse du pays vient pour l'essentiel des produits de son sous-sol – pétrole surtout depuis 1975. Le potentiel agricole s'avère limité. Érosion et manque d'eau restreignent les superficies de sol fertile. Les grands travaux d'amélioration foncière qu'exigerait le développement de cultures vivrières se heurtent à une très mauvaise répartition de la propriété terrienne. Le Mexique a connu, en effet, « une révolution paysanne vite trahie (1910-1917) » (p. 37) et « sauf par Cárdenas, une réforme agraire vite sabotée (1918-1940) » (p. 43). On relève, plus récemment, les « mystification et imposture de la révolution verte (1940-1966) » (p. 47). De 1966 à 1981, nous voyons apparaître le fameux boom pétrolier que Dumont et Mottin regardent, ici comme ailleurs, avec beaucoup de suspicion: « Partout dans le Tiers-Monde, le pétrole se révèle le plus grand ennemi de l'agriculture » (p. 53, souligné dans le texte). En dépit des efforts théoriques du Président López Portillo et du Système alimentaire mexicain (SAM), qui « ont le grand mérite – seul exemple en Amérique latine – de poser l'autosuffisance alimentaire comme une priorité nationale essentielle » (p. 58), les acquis de la Révolution pour résoudre le problème agraire semblent fort compromis puisque l'on assiste au triomphe du néo-latifundisme. Quelques exemples illustrent cette contre-réforme, de la prolétarianisation des Indiens au Chiapas à la désillusion d'un *ejidatario* du Jalisco en passant par l'emprise des *ganaderos* au Tabasco, les terres sans liberté voulues par le Plan Chontalpa et la « californisation » du Bajío qui a déjà remplacé le maïs des hommes par le sorgho des animaux. L'échec du SAM et l'ampleur croissante de la malnutrition indiquent bien au Mexique le

chemin pris par son développement. Les exigences du FMI, pour son aide financière, visent à mieux intégrer le pays à l'économie capitaliste internationale. Les autorités de Mexico ont rejeté pareilles exigences jusqu'à présent. « Ce refus d'accentuer l'intégration de l'économie mexicaine dans le marché mondial est un premier effort pour sortir du *mal-développement* » (p. 99, souligné dans le texte). Le nouveau président, Miguel de La Madrid, saura-t-il poursuivre cet effort?

Une hypothèse de travail moins optimiste encore guide la deuxième partie de l'ouvrage, sur la « Colombie < démocratique > », si nous en croyons le sous-titre de « Mafias, misère, désordre et répression » (p. 103). La grande variété des altitudes détermine en Colombie les climats, donc les cultures, mais on peut y constater en général « l'élevage extensif, < calamité historique > pour la paysannerie et pour le pays... » (p. 115). La réforme agraire qui s'impose n'a encore pu s'opérer véritablement, dix-huit guerres civiles ayant ravagé le territoire entre 1828 et 1902 jusqu'à ce qu'un dernier conflit interne, surgi en avril 1948, instaure cette *violencia* dont la manifestation rurale de 1948 et 1956 « fut aussi une forme de lutte pour la terre » (p. 155). Une loi de réforme agraire a bien été votée en 1961, permettant que soient défrichés entre 1962 et 1970 six millions d'hectares de forêts et de savanes. Cependant la petite paysannerie n'a pu accéder de la sorte à la propriété de la terre. « Les latifundiaires n'ont pas cessé de dominer le pouvoir, même s'ils doivent le partager avec les financiers, souvent issus de leur groupe, et avec les multinationales » (p. 121, souligné dans le texte). Cette « réforme agraire » aura eu comme résultat d'accélérer la conversion du grand domaine traditionnel en exploitation capitaliste. Puisque rentabilité oblige, la modernisation de l'agriculture s'est faite rapidement, depuis 1950, dans des secteurs limités oeuvrant pour l'exportation – le meilleur exemple étant ici les sucreries de la vallée du Cauca, ruine des *minifundios* vivriers. Le café de Colombie est plus connu à l'étranger, grâce à une publicité habile. Sa production est passée de 238 000 tonnes en 1950 à plus de 720 000 dès 1979. « Avant les

éleveurs, les cafeiteiros sont donc les « vrais maîtres » « des campagnes colombiennes » (p. 145). Le gouvernement, soucieux d'offrir une image démocratique, a confié l'aménagement des problèmes agraires au DRI (Développement rural intégré). « Il se garde bien pourtant d'agir sur le problème essentiel : la répartition des terres, que le pouvoir veut faire oublier en l'escamotant » (p. 128, souligné dans le texte). Il préfère plutôt, depuis 1960, favoriser l'urbanisation des petits paysans. Le résultat se chiffrait à 68% d'urbains en Colombie pour 1980. La capitale nationale, Bogota, regroupait alors une population active évaluée à 7-8 millions. Les 500 000 emplois qu'offrait l'industrie démentissaient le taux officiel de chômage établi à 11%. « Misère d'un nombre croissant de paysans sans terre... et de bidonvillois sans travail. Un tel « désordre institutionnalisé » ne peut se maintenir que par une répression féroce » (p. 154).

Notre coup d'oeil sur les problèmes latino-américains se termine par ceux du Brésil introduits fort clairement : « Développement sauvage et fascisme ordinaire » (p. 163). Notre porte d'entrée au Brésil est, bien sûr, le Nordeste et plus précisément le Pernambouc dont un grand *fazendeiro* du sucre, débonnaire avocat de Recife, fournit à ses employés – ses « frères » – le salaire supérieur à la moyenne de 3 900 *cruzeiros*, c'est-à-dire en 1980 quelque 67 dollars américains, par mois. Après avoir aperçu le « grand mythe de la convivialité, cher aux Brésiliens » (p. 166) et qui nous rappelle Gilberto Freyre, nous arrivons à Sao Paulo, « l'Amazonie de béton, le vampire monstrueux qui draine toutes les énergies du pays » (p. 168). Cette ville a dominé l'agriculture d'exportation puis l'industrie, le commerce, la banque et les services pour devenir le pôle principal de développement qui dirige à son profit et qui exploite toute l'économie brésilienne (p. 178). Le coup d'État militaire de 1964 allait produire, comme on sait, le « miracle brésilien » des années 1967-1974. La conception du développement économique, copiée sur le modèle nord-américain, devait sa réussite aux deux bases du pétrole bon marché et des débouchés extérieurs élargis. En même temps que haussait le prix du pétrole et que s'installait la

crise économique mondiale, le Brésil devait renoncer à son « miracle ». Seules restent, plus évidentes encore, les inégalités. Une enquête de l'Église donnait au pays, pour 1981, 1% de très riches, 9% de riches, 40% des classes moyenne et inférieure, 50% de marginalisés (p. 180) qui forment, en de multiples bidonvilles « les poubelles du miracle » (p. 201). D'ailleurs « le bidonville est le futur de l'Amérique latine, comme celui du Tiers-Monde en général » (pp. 207-208). Avec ses 60 milliards de dollars de dettes, le Brésil de 1981 était le pays le plus endetté du monde (p. 184). On calcule qu'en 1985 il ne pourra plus que régler ces dettes, sans se permettre aucun achat... Plus même que la fabrication d'alcool de canne, « énergie du désespoir » (p. 213) pour alimenter les voitures des riches, c'est la malnutrition qui impressionne l'observateur puisqu'elle touche 70% de la population de Sao Paulo et les deux tiers de la population du Brésil tout entier. « Ce bilan sombre ne doit pas être, cependant, celui du désespoir » (p. 269).

Il y aurait beaucoup à dire sur un tel ouvrage. Non pas étude banale, certes, ou analyse parmi bien d'autres des inextricables problèmes de l'Amérique latine. Mais constat de maints échecs et dénonciation de malhonnetetés. L'historien pourrait déplorer, dans les rappels du passé colonial, le recours occasionnel à la vieille légende noire. Nous savons tous, néanmoins, que conquête veut dire abus et prémisses d'exploitation. L'histoire faisant comprendre le présent, le lecteur ne saurait voir avec surprise l'extrême difficulté des anciennes possessions européennes à se décoloniser complètement. Ni catholiques ni membres du P.C.F., René Dumont et Marie-France Mottin luttent simplement « avec tous ceux qui défendent les opprimés » (p. 230, note 1) et veulent « participer à la conscientisation de nos contemporains » (p. 270, souligné dans le texte) sur le mal-développement qui est non pas insuffisance mais orientation mauvaise, injuste, du développement.

Jean-Marie LONCOL

Département d'histoire  
Université de Montréal